ΕΦΗΜΕΡΙΣ ΤΗΣ ΚΥΒΕΡΝΗΣΕΩΣ

ΤΗΣ ΕΛΛΗΝΙΚΗΣ ΔΗΜΟΚΡΑΤΙΑΣ

ΤΕΥΧΟΣ ΠΡΩΤΟ Αρ. Φύλλου 191

6 Σεπτεμβρίου 2011

ΝΟΜΟΣ ΥΠ' ΑΡΙΘ. 4005

Κύρωση της Τεχνικής Διευθέτησης στη Διευθέτηση Συνεργασίας European Research Grouping Arrangement No 1 (ERG No 1) στο Μνημόνιο Κατανόησης EUROPA μεταξύ του Υπουργού Άμυνας της Γαλλικής Δημοκρατίας, του Υπουργείου Εθνικής Άμυνας της Ελληνικής Δημοκρατίας και της Fursvarets Materielverk (FMV) με εξουσιοδότηση της Κυβέρνησης του Βασιλείου της Σουηδίας, σχετικά με τις Προπαρασκευαστικές Μελέτες για τον καθορισμό και την υλοποίηση ενός Πολυεθνικού Διαστημικού Συστήματος SIGINT (CERES) για τη Συλλογή Στρατιωτικών Πληροφοριών από το Ηλεκτρομαγνητικό Φάσμα.

**Ο ΠΡΟΕΔΡΟΣ
ΤΗΣ ΕΛΛΗΝΙΚΗΣ ΔΗΜΟΚΡΑΤΙΑΣ**

Εκδίδομε τον ακόλουθο νόμο που ψήφισε η Βουλή:

Άρθρο πρώτο

Κυρώνεται και έχει την ισχύ που ορίζει το άρθρο 28 παρ. 1 του Συντάγματος η Τεχνική Διευθέτηση στη Διευθέτηση Συνεργασίας European Research Grouping Arrangement No 1 (ERG No 1) στο Μνημόνιο Κατανόησης EUROPA (Α΄ 268/3.12.2007) μεταξύ του Υπουργού Άμυνας της Γαλλικής Δημοκρατίας, του Υπουργείου Εθνικής Άμυνας της Ελληνικής Δημοκρατίας και της Fursvarets Materielverk (FMV) με εξουσιοδότηση της Κυβέρνησης του Βασιλείου της Σουηδίας, σχετικά με τις Προπαρασκευαστικές Μελέτες για τον καθορισμό και την υλοποίηση ενός Πολυεθνικού Διαστημικού Συστήματος SIGINT (CERES) για τη συλλογή στρατιωτικών πληροφοριών από το Ηλεκτρομαγνητικό Φάσμα, η οποία υπογράφηκε στην Αθήνα στις 22 Φεβρουαρίου 2010 για την ελληνική πλευρά, στις 19 Φεβρουαρίου 2010 για τη σουηδική πλευρά και στις 13 Απριλίου 2010 για τη γαλλική πλευρά, το κείμενο της οποίας σε πρωτότυπο στη γαλλική και αγγλική γλώσσα και σε μετάφραση στην ελληνική γλώσσα, έχει ως εξής:

Arrangement technique

dans le cadre de

l'Arrangement de l'ERG n°1

du MoU EUROPA

entre

le Ministre de la Défense
de la République française

le Ministère de la Défense Nationale
de la République hellénique

et

le Försvarets Materielverk (FMV)
avec l'accord du Gouvernement du Royaume de Suède,

relatif à

LA RECHERCHE PRÉLIMINAIRE POUR LA DÉFINITION ET LA RÉALISATION D'UN SYSTÈME MULTINATIONAL SPATIAL SIGINT (CERES) POUR LA VEILLE ELECTROMAGNETIQUE AUTOMATIQUE

SOMMAIRE

INTRODUCTION

le Ministre de la défense de la République française,

le Ministère de la défense de la République hellénique

et

le Försvarets Materielverk (FMV) avec l'accord du Gouvernement du Royaume de Suède,

ci-après dénommés les «Membres Contributeurs»,

- convenant qu'un système spatial SIGINT doit permettre la collecte d'informations de renseignement dans le monde entier (interception, localisation et caractérisation technique d'une vaste gamme d'émissions électromagnétiques) ;

- reconnaissant que le MoU EUROPA consolidé (Mémorandum d'Entente relatif aux ententes européennes en matière d'organisation, de programmes et d'activités de recherches), entré en vigueur le 9 juillet 2008, et l'ERG n°1 consolidé (Arrangement de groupe de recherche européen n°1) concernant le programme, entré en vigueur le 9 juillet 2008, s'appliquent au présent Arrangement technique ;

- considérant le document nommé «SDEC espace», approuvé en novembre 2004 par les Ministres des relations extérieures du Conseil de l'Union Européenne (CAGRE) ;

sont convenus de ce qui suit :

ARTICLE 1

DÉFINITIONS ET ABRÉVIATIONS

ACA : l'agence contractante et administrative en charge de la notification, de la gestion et de la résiliation des contrats aux termes de ce TA.

Système CERES : le système multinational spatial de renseignement électromagnétique pour la veille automatique, destiné à répondre aux besoins opérationnels communs.

Informations du projet : les informations générées dans le cadre de ce TA.

Concept multi satellite : le concept pour le segment spatial qui comprend plusieurs satellites (en général 3 ou 4) observant la même zone géographique en même temps.

SIGINT : SIGnal INTelligence (veille automatique).

AT : le présent Arrangement Technique.

Tiers : toute personne, entité juridique, gouvernement ou organisation internationale n'étant pas un Membre Contributeur.

ARTICLE 2
PORTÉE ET OBJECTIFS

2.1 La portée du présent AT est la réalisation, en coopération, d'études préparatoires pour la conception et la réalisation d'un système multinational spatial SIGINT pour la veille électromagnétique automatique (le système CERES) en vue d'une mise en service en 2016.

L'objectif de ces études est de définir les besoins opérationnels, des architectures possibles, incluant la possibilité d'un concept multi satellites, et de préparer le cadre de coopération pour les phases ultérieures de conception et de réalisation.

2.2 Les études à effectuer concernent :

- les besoins opérationnels ;
- l'architecture du système CERES ;
- le cadre de coopération pour les phases de conception et de réalisation.

2.3 Ces études fournissent :

- la définition d'un objectif commun pour les besoins opérationnels (émissions à envisager, capacités de mesure et scénarios d'utilisation) ;
- la définition et la recherche d'un ensemble de solutions d'architecture système possibles (segment spatial, segment terrestre, principales performances du système et orbite), en réponse à l'objectif commun pour les besoins opérationnels ;
- les paramètres à prendre en considération pour les principes de partage des ressources ;
- une estimation des problèmes techniques, des coûts et du calendrier pour les phases de conception et de réalisation ;
- une définition des interfaces, y compris les normes et formats communs ;
- un cadrage de la coopération industrielle entre les Membres Contributeurs ;
- la définition des besoins opérationnels préliminaires en termes de performances des fonctions et des missions, en prenant en considération le résultat de l'étude de l'architecture ;
- un avant-projet de l'arrangement de coopération pour les phases ultérieures de conception et de réalisation.

2.4 Ces résultats permettent :

- de définir les besoins opérationnels communs pour la définition du système CERES ;
- de décider des principales caractéristiques des différents segments à développer et donc de définir des directives pour les travaux de préparation et de conception associés à chacun d'eux ;
- de disposer des moyens industriels nécessaires pour permettre la réalisation d'un segment terrestre utilisateurs.

ARTICLE 3
GESTION

3.1 L'organisation de gestion est constituée :
- d'un Groupe de gestion de l'AT (appelé GGAT) ;
- d'un Groupe de travail technique (GTT) ;
- d'un Groupe de travail opérationnel (GTO) ;
- d'une agence contractante et administrative (ACA).

3.2 La coopération est dirigée et gérée pour le compte des Membres Contributeurs par le GGAT, qui exerce la responsabilité totale de la mise en œuvre du présent AT.

Chaque Membre Contributeur désigne un représentant votant au sein du GGAT. Chaque décision est prise à l'unanimité. Des personnes supplémentaires peuvent être associées à ces activités en tant que conseillers, en fonction de l'ordre du jour. Des experts peuvent être invités en tant que conseillers.

Des réunions du GGAT sont tenues régulièrement, afin de discuter des divers sujets nécessaires.

Le GGAT exerce la responsabilité totale de la coopération, y compris des aspects suivants :

- l'analyse des options techniques possibles pour le système CERES, en prenant en considération les estimations de risque et de coût, afin de définir les orientations pour les phases suivantes de la coopération ;
- la préparation de tout amendement au présent AT et des arrangements relatifs aux phases suivantes ;
- la supervision des aspects de sécurité de la coopération ;
- l'approbation de chaque contrat et d'éventuels amendements, y compris le partage des travaux et l'attribution des ressources financières nécessaire à la couverture du contrat, avant sa signature ;
- l'organisation et la répartition des tâches du GTO et du GTT, constitués de représentants de chaque Membre Contributeur et d'éventuels experts, comme approuvé par le GGAT ;
- l'organisation de tout groupe de travail supplémentaire pour la résolution de problèmes spécifiques. Chaque groupe de travail est dissout une fois sa tâche accomplie ;
- l'établissement et l'approbation des termes de référence pour chaque groupe de travail.

3.3 Le GTT est en charge des aspects techniques des contrats, prend en charge tout problème technique, y compris ceux relatifs aux spécifications techniques, et évalue les résultats. Le GTT rend compte régulièrement au GGAT.

3.4 Le GTO est en charge de définir les besoins opérationnels préliminaires et de contrôler tout problème opérationnel signalé durant les études et il apporte toute contribution opérationnelle nécessaire. Ce groupe évalue également, d'un point de vue de l'utilisateur, les résultats des études et réévalue en conséquence les besoins opérationnels. Le GTO rend compte régulièrement au GGAT.

3.5 Le Membre Contributeur français exerce la fonction d'ACA. L'ACA met en œuvre les décisions prises par le GGAT. Chaque Membre Contributeur désigne un point de contact national au sein de son organisation, qui est en charge de la gestion des activités de responsabilité nationale et est le seul point de contact pour l'ACA.

ARTICLE 4
PRINCIPALES ORGANISATIONS OFFICIELLES IMPLIQUÉES

Pour le Membre Contributeur français	Direction générale de l'armement (DGA), Etat major des armées (EMA), Direction du renseignement militaire (DRM), Direction générale de la sécurité extérieure (DGSE)
Pour le Membre Contributeur hellénique	Direction générale de la défense nationale et des relations internationales (General Directorate of National Defense Policy and International Relations - GDNDPR) ; État-major général de la défense nationale hellénique (Hellenic National Defence General Staff-HNDGS)
Pour le Membre Contributeur suédois	FMV, Försvarets Radio Anstalt (FRA), Försvarets Forsknings Institut (FOI), Forces Armées Suédoises

ARTICLE 5
DISPOSITIONS CONTRACTUELLES

5.1 Après approbation par le GGAT, l'ACA notifie et administre les contrats, au nom et pour le compte des Membres Contributeurs (Article 5.4 de l'ERG n°1). En particulier, la CAA assure une gestion transparente et efficace des processus contractuels suivants :

- o appel d'offres (ITT) ;
- o appels de projets (RFP) ;
- o offre finale (BAFO) ;
- o attribution du marché et signature (CAS) ;
- o administration du contrat.

conformément aux dispositions du présent AT.

5.2 Les Membres Contributeurs s'entendent pour atteindre un partage du travail équilibré pour l'ensemble du Programme CERES et non strictement phase par phase, une chance égale étant offerte aux industriels des pays des Membres Contributeurs à chaque appel d'offres.

ARTICLE 6
DISPOSITIONS FINANCIÈRES

6.1 Engagement financier maximal des Membres Contributeurs

La contribution des Membres Contributeurs hors taxes, droits de douanes et autres taxes similaires, n'excède pas les sommes suivantes, dont le montant n'est pas révisable :

	Total (€)
Membre Contributeur français	**1 600 000**
Membre Contributeur hellénique	**200 000**
Membre Contributeur suédois	**300 000**

6.2 PROCÉDURES DE FINANCEMENT

6.2.1 Chaque Membre Contributeur est responsable du financement de sa part telle que définie ci-dessus. Si l'un des Membres Contributeurs ne fournit pas le montant appelé par l'ACA, il assume seul les frais contractuels supplémentaires résultant directement de ce manquement, tel que notifié par l'ACA.

6.2.2 L'ACA fait ouvrir et administre un compte bancaire porteur d'intérêts pour chaque Membre Contributeur. L'ACA prend en compte la somme réelle présente sur le compte bancaire ainsi que l'échéancier des paiements lors du calcul de chaque appel de fonds.

6.2.3 Les dispositions détaillées relatives aux appel de fonds, le transfert de fonds et le mode d'opération des comptes bancaires sont définies à l'Annexe 1 et dans les Protocoles bancaires signés par la CAA, le Membre Contributeur et la banque lors de l'ouverture du compte.

ARTICLE 7
COMMUNICATION ET UTILISATION DES INFORMATIONS

L'Article VIII de l'ERG n°1 (communication et utilisation des informations) s'applique, étant noté que ce Projet est intégralement financé par les Membres Contributeurs.

Les Membres Contributeurs peuvent utiliser ou faire utiliser les Informations issues du Projet pour leurs besoins gouvernementaux.

Aucune Information Issue du Projet n'est divulguée à des Tiers sans un accord préalable écrit de tous les Membres Contributeurs.

ARTICLE 8
SÉCURITÉ

8.1 Les informations classifiées sont échangées conformément aux dispositions :

- de l'Accord général de sécurité entre le Gouvernement de la République française et le Gouvernement du Royaume de Suède, relatif à l'échange et à la protection mutuelle des informations classifiées, signé le 16 mars 2006 et entré en vigueur le 16 mars 2007 pour les échanges entre les Membres Contributeurs français et suédois ;

- de l'Accord général entre le Gouvernement de la République française et le Gouvernement de la République hellénique et son Protocole de mise en oeuvre, signé le 8 mars 1977, pour les échanges entre les Membres Contributeurs français et hellénique.

8.2 Aucune information classifiée n'est échangée directement entre les Membres Contributeurs hellénique et suédois. Si la nécessité se présente, les Membres Contributeurs appliquent ce qui suit :

- la transmission est réalisée via le Membre Contributeur français ;
- le marquage des informations classifiées inclut l'autorisation de l'expéditeur de divulgation au destinataire final;
- en cas de perte ou de manquement aux règles de sécurité relatives aux informations classifiées après leur réception par le Membre Contributeur français, les dispositions de l'Accord de sécurité susmentionné s'appliqueront sous la responsabilité du Membre Contributeur français, qui rend compte à l'expéditeur des informations.

8.3 Les niveaux de classification initiaux se trouvent à l'Annexe 2. Ces niveaux de classification peuvent être modifiés par le GGAT sans nécessiter d'amender le présent AT.

8.4 Les Membres Contributeurs conviennent d'agréer, dans les 2 mois à compter de la signature du présent AT, une Instruction de Sécurité Programme incluant un guide de classification de sécurité, conforme à l'Annexe 2 et aux mises à jour ultérieures agréées par le GGAT.

8.5 L'Article VI "Sécurité et visites" de l'ERG n°1 s'applique au présent AT.

ARTICLE 9
DISPOSITIONS GÉNÉRALES

9.1 Le présent AT est signé conformément aux dispositions de l'Arrangement de GRE n°1. Les dispositions générales de l'Arrangement de GRE n°1 s'appliquent au présent AT. En cas de conflit entre le présent AT et l'Arrangement de GRE n°1, l'Arrangement de GRE n°1 prévaut.

9.2 L'application des dispositions du présent AT est soumise aux lois et réglementations en vigueur dans les pays respectifs des Membres Contributeurs.

9.3 Si un Membre Contributeur se trouve dans l'impossibilité de respecter les dispositions du présent AT, il en informe au plus vite les autres Membres Contributeurs. Les Membres Contributeurs se consultent immédiatement en vue de continuer sur une base modifiée ou réduite. Cela requiert un amendement au présent AT, conformément aux dispositions de l'alinéa 11.3 ci-dessous. Si un accord ne peut être trouvé sur la base modifiée, le Membre Contributeur en question se retire du présent AT, conformément aux dispositions de l'article 10 du présent AT.

9.4 L'admission de nouveaux Membres Contributeurs est décidée au cas par cas de façon unanime et fait l'objet d'un amendement au présent AT.

ARTICLE 10
RETRAIT, RÉSILIATION ET EXPIRATION

En cas de retrait, de résiliation ou d'expiration du présent AT, les dispositions de l'article 14.6 de l'Arrangement de GRE n°1 s'appliquent.

ARTICLE 11
ENTRÉE EN VIGUEUR, DURÉE, AMENDEMENTS ET SIGNATURE

11.1 Le présent AT, constitué de 11 articles et de deux annexes, entre en vigueur pour les Membres Contributeurs français et suédois à la date de la dernière des trois signatures, et, pour le Membre contributeur hellénique, à la notification par ce dernier de l'achèvement des procédures internes requises. Le présent AT est valide pour une période de trois ans à compter de la date de la dernière des trois signatures.

11.2 Conformément à l'article 5 de la l'Arrangement de non divulgation concernant l'échange d'informations protégées ou classifiées relatives au projet intitulé "CERES", signé le 2 juillet 2009 par les Membres Contributeurs français et hellénique, cette Déclaration de confidentialité prend fin lors de l'entrée en vigueur du présent TA entre ces deux Membres Contributeurs.

11.3 Le présent TA peut être modifié à tout moment, par écrit, par les Membres Contributeurs. L'entrée en vigueur de ces amendements est soumise aux dispositions de l'alinéa 11.1 ci-dessus.

11.4 Le présent AT est signé en trois exemplaires originaux, chacun en français et en anglais, chaque texte faisant également foi.

Pour le Ministre de la Défense de la République française

L'ingénieur général de l'armement
de classe exceptionnelle
Laurent Collet-Billon

Date : 13 AVR. 2010

Lieu : Bagneux

Pour le Ministère de la Défense de la République hellénique

Date : 22nd February, 2010

Lieu : Athens, Greece

Αντιστράτηγος Παναγιώτης Γιαννόπουλος
ΥΠΑΡΧΗΓΟΣ ΕΠΙΤΕΛΕΙΟΥ ΓΕΕΘΑ

Pour le Försvarets Materielverk (FMV) avec l'accord du Gouvernement du Royaume de Suède

Date : 19 février, 2010

Lieu : Stockholm

Gunnar [illegible] (DNA adjoint)

ANNEXE 1
ASPECTS FINANCIERS

La gestion financière est effectuée conformément aux règles applicables à l'ACA.

1 – Calendrier financier

Le plan de paiement provisionnel, exprimé en millions d'Euros (MEUR hors taxes), et dont les chiffres ne sont pas révisables, est le suivant :

	2010	%
Membre Contributeur français	**1 600 000**	**76,19**
Membre Contributeur hellénique	**200 000**	**9,52**
Membre Contributeur suédois	**300 000**	**14,29**

2- Procédure financière

La procédure détaillée est définie dans le Protocole bancaire devant être signé par chaque Membre Contributeur avec l'ACA et la Caisse des Dépôts et Consignations (CDC).

Les fonds sont appelés en Euros par l'ACA, dans la limite des plafonds mentionnés ci-dessus. Les sommes appelées sont mises à disposition par les Membres Contributeurs sur leur compte à la CDC, dans les 90 jours suivants la réception de l'appel de fonds

L'ACA envoie les factures contractuelles uniquement après l'accord écrit du Membre Contributeur concerné. Les Membres Contributeurs approuvent le paiement des factures, conformément à la procédure détaillée du Protocole bancaire.

L'ACA fournit un relevé trimestriel, retraçant les paiements effectués par chaque Membre Contributeur. Un relevé final, basé sur le relevé bancaire, est fourni par l'ACA lorsque toutes les activités sont achevées.

Le solde restant sur le compte est remis à disposition conformément aux instructions données par chaque Membre Contributeur.

3-Rapports

L'ACA informe les Membres Contributeurs de la situation financière via le GGAT.

ANNEXE 2
NIVEAU DE CLASSIFICATION OU DE PROTECTION

1. Les Membres Contributeurs gèrent les informations relatives au projet CERES conformément au niveau suivant de classification ou de protection :

	PORTÉE	Niveau de classification ou de protection
1	**Système**	
1.1	Objectif	Diffusion Restreinte
1.2	État de la technique	Confidentiel Défense
1.3	Concept, fonctionnement	Diffusion Restreinte
1.4	Performances - Théoriques - à l'étude - sous test - opérationnelles	 Confidentiel Défense Confidentiel Défense Confidentiel Défense Confidentiel Défense
2	**Segment spatial**	
2.1	Logiciel spatial : - bus et équipement de services électroniques pour la charge utile - charge utile	 Non classifié Confidentiel Défense
2.2	Bus (plate-forme)	Non classifié
2.3	Charge utile :	
2.3.1	Performances - théoriques - à l'étude - sous test - opérationnelles	 Confidentiel Défense Confidentiel Défense Confidentiel Défense Confidentiel Défense
2.3.2	Caractéristiques techniques (bande passante instantanée, largeur de bande de fréquence, sensibilité, vitesse de balayage de fréquences etc.)	Confidentiel Défense
2.3.3	Autres caractéristiques ne permettant pas l'accès aux performances opérationnelles	Diffusion Restreinte

3	**Segment de contrôle terrestre**	
3.1	Données de contrôle (télémétrie de contrôle de plate-forme)	Non classifié
3.2	Données de commande (télémétrie de commande)	Confidentiel Défense
4	**SEGMENT TERRESTRE UTILISATEURS**	
4.1	Identification des cibles ou des zones d'intérêts et éléments techniques	Confidentiel Défense
4.2	Données de mission (fréquence, zone géographique etc.)	Confidentiel
4.3	Données de lignes	Confidentiel Défense
4.4	Produit final (c-à-d données utilisateurs)	Confidentiel Défense
4.5	Traitement des actifs dans le cadre du projet CERES	Confidentiel Défense

2. Tableau d'équivalences des classifications ou protections de sécurité

FRANCE	CONFIDENTIEL DEFENSE	DIFFUSION RESTREINTE (*)
SUÈDE	HEMLING/CONFIDENTIEL	HEMLING/RESTREINT
GRÈCE	EMPISTEYTIKO	PERIORISMENIS CHRISIS

(*) marquage de niveau de protection national français

Technical Arrangement

to the

European Research Grouping Arrangement No 1

to the EUROPA MoU

among

the Minister of Defence
of the French Republic,

the Ministry of National Defence
of the Hellenic Republic

and

the Försvarets Materielverk (FMV)
under the authorisation of the Government of the Kingdom of Sweden,

related to

THE PREPARATORY STUDIES FOR THE DEFINITION AND THE REALISATION OF A MULTINATIONAL SIGINT SPACE-BASED SYSTEM (CERES) FOR SIGNAL INTELLIGENCE

TABLE OF CONTENTS

INTRODUCTION

the Minister of Defence of the French Republic,

the Ministry of National Defence of the Hellenic Republic

and

the Försvarets Materielverk (FMV) under the authorisation of the Government of the Kingdom of Sweden,

hereinafter referred to as the "Contributing Members",

- agreeing that a SIGINT space-based system should contribute to get information for intelligence all around the world; (interception, localisation and technical characterisation of a large range of electromagnetic emissions);

- recognising that the Consolidated Memorandum of Understanding concerning the European Understandings for Research Organisation Programmes and Activities (EUROPA MoU), which came into effect on 9th July 2008 and the Consolidated European Research Grouping Arrangement n°1 (ERG n°1) concerning Co-Operative Defence Research and Technology Projects which came into effect on 9th July 2008 will apply to this Technical Arrangement;

- considering the document called «ESDP and space », approved in November 2004 by the external relations Ministers Council of the European Union (GAERC);

have reached the following understandings:

ARTICLE 1
DEFINITIONS AND ABBREVIATIONS

CAA: the Contracting and Administrative Agency in charge of notifying, managing and terminating contracts in pursuance of this TA.

CERES System: the multinational SIGINT space-based system for signal intelligence, aimed to fulfil the common operational requirements.

Foreground Information: Information generated under this TA.

Multi-satellite Concept: a concept for the space segment that includes several satellites (typically 3 or 4) observing a same geographic area in the same time.

SIGINT: Signal Intelligence.

TA: this Technical Arrangement.

Third Party: any person, legal entity, government or, international organisation, not being a Contributing Member.

ARTICLE 2
SCOPE AND OBJECTIVES

2.1 The scope of this TA is the execution, in co-operation, of preparation studies for the design and realisation of the multinational SIGINT space-based system for signal intelligence (the CERES System) for an entry into operational service in 2016.

The aim of these studies is to define the operational needs, to investigate possible architectures taking into account the possibilities of Multi-satellite Concept and to prepare the cooperation frame for the design and realisation phases.

2.2 The studies to be performed concern:

- the operational needs;
- the architectures for the CERES System;
- the frame of cooperation for the design and realisation phases.

2.3 These studies will provide:

- the definition of a common operational need objective (emissions to be considered, measurement capabilities and scenarios of use);
- the definition and the investigation of a set of possible system architecture solutions (space segment, ground segment, main system performances, and orbit) in response to the common operational need objective;
- the parameters to be considered for the associated resource sharing principles;
- the technical issues, a cost and schedule estimation for the design and realisation phases;
- a definition of the interfaces including common formats and standards;
- a frame for industrial cooperation among all Contributing Members;
- the definition of the preliminary operational requirements in terms of functions and missions performances taking into account the result of the architecture study;
- a draft for cooperation arrangement for the design and realisation phases.

2.4 These results will allow:

- to define the common operational needs for the definition of the CERES system;
- to decide on the main characteristics of the different segments to be developed and thus to define guidelines for the preparation and design works associated to each of them;
- to have the available necessary inputs to industry to allow the future realisation of a user ground segment.

ARTICLE 3
MANAGEMENT

3.1 The management organisation will consist of:
- a Management Group of the TA (called Technical Arrangement Management Group, TAMG);
- a Technical Working Group (TWG);
- an Operational Working Group (OWG);
- one Contracting Administrative Authority (CAA).

3.2 The co-operation is directed and managed on behalf of the Contributing Members by the TAMG exercising the overall responsibility of the implementation of this TA.

Each Contributing Member appoints one voting representative on the TAMG. Each decision is made unanimously. Additional attendants may be associated to these activities as advisers, depending on the agenda. Experts may be invited as advisers.

Meetings of the TAMG are held on a regular basis, in order to carry out the discussions needed on the various topics.

The TAMG has the overall responsibility for the co-operation, including the following aspects:

- analysis of the possible technical options for the CERES System, taking into account the risks and costs estimates, in order to define the orientations for the subsequent phases of the co-operation;
- preparation of any amendment to this TA and of arrangements related to the subsequent phases;
- supervision of security aspects of the co-operation;
- approval of each contract and any amendment thereto, including its work share and the allocation of the appropriate part of the financial resources needed to cover this contract, prior to its signature;
- setting up and tasking the OWG and the TWG, consisting of representatives of each Contributing Member and any experts as approved by the TAMG;
- setting up any additional working group for the resolution of specific problems. Each working group will be disbanded once its duty is completed;
- establishing and approving Terms of Reference for each working group.

3.3 The TWG will be in charge of the technical aspects of the contracts, will consider any technical issue including technical specification that could be raised and will assess the results. The TWG will report on a regular basis to the TAMG.

3.4 The OWG will be in charge of defining the preliminary operational requirement

and monitor any operational issue raised during the studies and will provide any necessary operational input for the studies. This group will also assess, from a user perspective, the results of the studies and will update consequently the operational needs. The OWG will report on a regular basis to the TAMG.

3.5 The activity of the CAA will be performed by the French Contributing Member. The CAA will implement the decisions taken by the TAMG.
Each Contributing Member will appoint a national point of contact in its organisation, in charge of the management of the respective national responsibilities and being the national focal point for the CAA.

ARTICLE 4
PRINCIPAL OFFICIAL ORGANISATIONS INVOLVED

For the French Contributing Member	Direction générale de l'armement (DGA), Etat major des armées (EMA), Direction du renseignement militaire (DRM), Direction générale de la sécurité extérieure (DGSE)
For the Hellenic Contributing Member	General Directorate of National Defence Policy and International Relations (GDNDPR); Hellenic National Defence General Staff (HNDGS)
For the Swedish Contributing Member	FMV, Försvarets Radio Anstalt (FRA), Försvarets Forsknings Institut (FOI), Swedish Armed Forces

ARTICLE 5
CONTRACTUAL ARRANGEMENTS

5.1 The CAA will, once approved by the TAMG, award and administer contracts, in the name and on behalf of the Contributing Members (Section 5.4 of the ERG n°1). In particular, the CAA will ensure the effective and transparent management of the following contractual processes:

- o invitation to tender (ITT),
- o request for proposal (RFP),
- o best and final offer (BAFO),
- o contract award and signature (CAS),
- o administration of the contract.

in accordance with the provisions of this TA.

5.2 The Contributing Members have the common understanding to achieve a balanced geo-return for the overall CERES Programme and not strictly phase by phase, whereby a fair chance will be offered to the national industries of the Contributing Members on each tendering occasion.

ARTICLE 6
FINANCIAL ARRANGEMENTS

6.1 Contributing Members maximum financial commitments.

The Contributing Members' contributions excluding taxes, customs duties and similar charges will not exceed the following amounts, not subject to any further escalation:

	Total (€)
French Contributing Member	**1 600 000**
Hellenic Contributing Member	**200 000**
Swedish Contributing Member	**300 000**

6.2 FUNDING PROCEDURES

6.2.1 Each Contributing Member will be responsible for funding its agreed share. If one Contributing Member fails to make available the necessary amounts as called by the CAA, then it will bear alone the additional contractual costs, which result directly from that failure, as notified by the CAA.

6.2.2 The CAA will arrange and administer a separate interest bearing bank account for each Contributing Member. The CAA will take into account the actual amount available on the bank account when computing the amount of funds to be called to satisfy the payment schedule.

6.2.3 The detailed provisions related to the call for funds, the transfer of funds and to the operating mode of the bank accounts are defined in annex 1 and in Bank Protocols signed by the CAA, the Contributing Member involved and the bank where the account is open.

ARTICLE 7
DISCLOSURE AND USE OF INFORMATION

Section VIII of the ERG n°1 (disclosure and use of information) will apply, noting that this Project is fully funded by the Contributing Members.

The Contributing Members may use Foreground Information or have it used for their Government Purposes.

No Foreground Information will be disclosed to Third Parties without the prior written authorisation of all Contributing Members.

ARTICLE 8
SECURITY

8.1 Classified information will be exchanged in accordance with the provisions of:

- the General Security Agreement between the Government of the French Republic and the Government of the Kingdom of Sweden related to the exchange and the mutual protection of classified information, signed on 16th March 2006 and entered into force on 16th March 2007 for the exchange between the French and the Swedish Contributing Members;

- the General Agreement between the Government of the French Republic and the Government of the Hellenic Republic and its Implementation Protocol, signed on the 8th March 1977 for the exchange between the French and the Hellenic Contributing Members.

8.2 No classified information will be exchanged directly between the Hellenic and the Swedish Contributing Members. Should any such need arise, the following will apply:

- the transmission will be managed via the French Contributing Member;
- the marking of any such classified information will include the authorisation of the originator to disclose it to the relevant final addressee;
- in case of loss or security breach of any such classified information arising after the information have been received by the French Contributing Member, the provisions of the relevant above mentioned Security agreement will be applied under the responsibility of the French Contributing Member, that will report to the originator.

8.3 The initial classification levels are at Annex 2. These classification levels can be amended by the TAMG without requesting an amendment of this TA.

8.4 The Contributing Members will agree within 2 months from the signature of this TA a Programme Security Instruction (PSI) including the Security Classification Guide compliant with the Annex 2 and subsequent updates as agreed by the TAMG.

8.5 Section VI "security and visits" of the ERG n°1 will apply to this TA.

ARTICLE 9
GENERAL PROVISIONS

9.1 This TA is signed pursuant to the provisions of the ERG n°1 Arrangement. The general dispositions of the ERG-1 Arrangement will apply to this TA. In the event of any conflict between this TA and the ERG n°1 Arrangement, the ERG n°1 Arrangement will prevail.

9.2 Fulfilling the provisions of this TA is subject to Contributing Members national laws and regulations.

9.3 If a Contributing Member becomes unable to fulfil the provisions of this TA, it will promptly notify the other Contributing Members. The Contributing Members will immediately consult with a view to continue on a changed or reduced basis. This requires an amendment of this TA in accordance with the provisions of paragraph 11.3 below. If no agreement can be found on a modified basis, then the concerned Contributing Member will withdraw from this TA in accordance with the provisions of the article 10 of this TA.

9.4 The admission of new Contributing Members will be decided unanimously on a case by case basis and will be subject to an amendment of this TA.

ARTICLE 10
WITHDRAWAL, TERMINATION AND EXPIRATION

In case of withdrawal from, termination or expiration of this TA, the provisions of section 14.6 of the ERG-1will apply.

ARTICLE 11
ENTRY INTO FORCE, DURATION, AMENDMENTS, SIGNATURE

11.1 This TA, composed of 11 articles and two annexes, will enter into force among the French and the Swedish Contributing Members on the date of the last of the 3 signatures, and, for the Hellenic Contributing Member, upon notification by that Contributing Member of the completion of its relevant national internal procedures. This TA will remain valid for a period of three years after the date of the last of the 3 signatures.

11.2 In accordance with the section 5 of the Confidentiality Declaration regarding the exchange of classified information related to the project entitled "CERES", signed on 2nd July 2009 by the French and the Hellenic Contributing Member, this Confidentiality Declaration will be terminated on the date of entry into force of this TA between these Contributing Members.

11.3 This TA can be amended at any time, in writing, by the Contributing Members. Entry into force of such amendments will be subject to the provisions of paragraph 11.1 above.

11.4 This TA is signed in three original copies, each in the French and in the English languages, each text being equally valid.

For the Minister of Defence of the French Republic

L'ingénieur général de l'armement
de classe exceptionnelle
Laurent Collet-Billon

Date 13 AVR. 2010

Location Bagneux

For the Ministry of National Defence of the Hellenic Republic

Date: 22nd february, 2010

Location: Athens, Greece

Αντιστράτηγος Παναγιώτης Γιαννάκουλας
ΥΠΑΡΧΗΓΟΣ ΕΠΙΤΕΛΕΙΟΥ ΓΕΕΘΑ

For the Försvarets Materielverk (FMV) under the authorisation of the Government of the Kingdom of Sweden

Date Feb. 19, 2010

Location Stockholm

Gunnar ... (deputy NAD)

ANNEX 1
FINANCIAL ASPECTS

The financial management is performed in accordance with the applicable rules of the CAA.

1 – Financial schedule

The provisional payment plan, expressed in millions Euro (MEUR excluding taxes), whose figures are not subject to any further escalation, is the following:

	2010	%
French Contributing Member	1 600 000	76,19
Hellenic Contributing Member	200 000	9,52
Swedish Contributing Member	300 000	14,29

2- Financial procedure

The detailed procedure will be defined in a Bank Protocol to be signed by each Contributing Member with the CAA and the Caisse des Dépôts et Consignations (CDC).

The funds will be called in the Euro currency by the CAA within the above mentioned ceilings. The amounts called will be made available by the Contributing Members on their account open at the CDC within 90 days after reception of the related call for funds.

The CAA will release contract invoices for payment only after written approval by the concerned Contributing Member. The Contributing Members will approve the payment of the invoices according to the procedure detailed in the related Bank Protocol.

The CAA will provide a statement on a three month basis summarising the payments executed for each Contributing Member. A final statement, based on the bank statement, will be provided by the CAA when all the related activities are completed.

The balance remaining on the account will then be made available in accordance with the guidance given by each Contributing Member.

3-Reporting

The CAA will keep the Contributing Members informed on the financial situation through the TAMG.

ANNEX 2
LEVEL OF CLASSIFICATION OR PROTECTION

1. The Parties will manage the information related to the CERES project in accordance with the following level of classification or protection :

	SCOPE	Classification or protection level
1	**System**	
1.1	Aim	Restricted
1.2	State of art	Confidential
1.3	Concept, functioning	Restricted
1.4	Performances - theorical - in study - in test - operational	 Confidential Confidential Confidential Confidential
2	**Space segment**	
2.1	Space software : - bus and electronic services equipment for payload - payload	 Unclassified Confidential
2.2	Bus (platform)	Unclassified
2.3	Payload :	
2.3.1	Performances - theorical - in study - in test - operational	 Confidential Confidential Confidential Confidential
2.3.2	Technical characteristics (instantaneous bandwidth, frequency bandwidth, sensitivity, frequency scanning speed, etc....)	Confidential
2.3.3	Another characteristic not permitting to access to operational performance	Restricted
3	**Control ground segment**	
3.1	Control data (platform control telemetry)	Unclassified
3.2	Command data (command telemetry)	Confidential
4	**USER GROUND SEGMENT**	
4.1	Identification of the targets or areas of interest and technical elements	Confidential
4.2	Mission data (frequencies, geographical area, etc.)	Confidential
4.3	Row data	Confidential
4.4	Final product (i.e. data for user)	Confidential
4.5	Processing assets within CERES perimeter	Confidential

2. Table of equivalent security classification or protection

FRANCE	CONFIDENTIEL DEFENSE	DIFFUSION RESTREINTE (*)
SWEDEN	HEMLING/CONFIDENTIAL	HEMLING/RESTRICTED
GREECE	EMPISTEYTIKO	PERIORISMENIS CHRISIS

(*) French national protection level marking

Τεχνική Διευθέτηση
στην
Διευθέτηση Συνεργασίας European Research Grouping
Arrangement No 1 (ERG No 1)
στο Μνημόνιο Κατανόησης EUROPA
μεταξύ
του Υπουργού Άμυνας
της Γαλλικής Δημοκρατίας,
του Υπουργείου Εθνικής Άμυνας
της Ελληνικής Δημοκρατίας
και
της Fursvarets Materielverk (FMV)
με εξουσιοδότηση της Κυβέρνησης του Βασιλείου της Σουηδίας,
σχετικά με τις
ΠΡΟΠΑΡΑΣΚΕΥΑΣΤΙΚΕΣ ΜΕΛΕΤΕΣ ΓΙΑ ΤΟΝ ΚΑΘΟΡΙΣΜΟ ΚΑΙ
ΤΗΝ ΥΛΟΠΟΙΗΣΗ ΕΝΟΣ ΠΟΛΥΕΘΝΙΚΟΥ ΔΙΑΣΤΗΜΙΚΟΥ
ΣΥΣΤΗΜΑΤΟΣ SIGINT (CERES) ΓΙΑ ΤΗ ΣΥΛΛΟΓΗ ΣΤΡΑΤΙΩΤΙΚΩΝ
ΠΛΗΡΟΦΟΡΙΩΝ ΑΠΟ ΤΟ ΗΛΕΚΤΡΟΜΑΓΝΗΤΙΚΟ ΦΑΣΜΑ

ΠΙΝΑΚΑΣ ΠΕΡΙΕΧΟΜΕΝΩΝ

ΕΙΣΑΓΩΓΗ

ο Υπουργός Άμυνας της Γαλλικής Δημοκρατίας,

το Υπουργείο Εθνικής Άμυνας της Ελληνικής Δημοκρατίας

και

η Försvarets Materielverk (FMV), με εξουσιοδότηση της Κυβέρνησης του Βασιλείου της Σουηδίας,

εφεξής αναφερόμενοι ως «Συνεισφέροντα Μέλη",

- συμφωνώντας ότι ένα διαστημικό σύστημα SIGINT θα πρέπει να συμβάλλει στη λήψη πληροφοριών από όλο τον κόσμο, (συλλογή στρατιωτικών πληροφοριών από το ηλεκτρομαγνητικό φάσμα, εντοπισμός και τεχνικός χαρακτηρισμός ενός μεγάλου φάσματος ηλεκτρομαγνητικών εκπομπών),
- αναγνωρίζοντας ότι το Μνημόνιο Κατανόησης EUROPA όσον αφορά στις Ευρωπαϊκές Συμφωνίες για τα Προγράμματα και τις Δραστηριότητες Διαχείρισης της Έρευνας , το οποίο τέθηκε σε ισχύ στις 9 Ιουλίου 2008 και τη Διευθέτηση της Ευρωπαϊκής Ομάδας Έρευνας αριθ. 1 (ERG αριθ. 1) όσον αφορά στα Κοινά Αμυντικά Προγράμματα Έρευνας και Τεχνολογίας σχέδια η οποία τέθηκε σε ισχύ στις 9 Ιουλίου 2008, θα εφαρμόζονται στην παρούσα Τεχνική Διευθέτηση,
- λαμβάνοντας υπόψη το έγγραφο που ονομάζεται «ESDP και διάστημα», το οποίο εγκρίθηκε το Νοέμβριο του 2004 από το Συμβούλιο Υπουργών Εξωτερικών της Ευρωπαϊκής Ένωσης (GAERC),

συμφώνησαν τα εξής:

ΑΡΘΡΟ 1

ΟΡΙΣΜΟΙ ΚΑΙ ΣΥΝΤΟΜΟΓΡΑΦΙΕΣ

ΣΔΑ: η Συμβατική και Διοικητική Υπηρεσία που είναι επιφορτισμένες με την κοινοποίηση, τη διαχείριση και τη λύση συμβάσεων, κατ' εφαρμογή της παρούσας Τεχνικής Διευθέτησης.

Σύστημα CERES: το πολυεθνικό διαστημικό σύστημα SIGINT για τη συλλογή στρατιωτικών πληροφοριών από το ηλεκτρομαγνητικό φάσμα, με στόχο την εκπλήρωση των κοινών επιχειρησιακών απαιτήσεων.

Νέες Πληροφορίες: Οι πληροφορίες που δημιουργούνται στο πλαίσιο της παρούσας Τεχνικής Διευθέτησης.

Πολυδορυφορική Έννοια: μια έννοια για το διαστημικό τμήμα που περιλαμβάνει πολλούς δορυφόρους (συνήθως 3 ή 4) οι οποίοι παρατηρούν την ίδια γεωγραφική περιοχή ταυτόχρονα.

SIGINT: Συλλογή στρατιωτικών πληροφοριών από το ηλεκτρομαγνητικό φάσμα.

Τεχνική Διευθέτηση: η παρούσα Τεχνική Διευθέτηση.

Τρίτος: κάθε πρόσωπο, νομική οντότητα, Κυβέρνηση ή διεθνής οργανισμός, που δεν είναι Συνεισφέρον Μέλος.

ΑΡΘΡΟ 2

ΣΚΟΠΟΙ ΚΑΙ ΣΤΟΧΟΙ

2.1 Σκοπός της παρούσας Τεχνικής Διευθέτησης είναι η εκτέλεση, σε συνεργασία, προπαρασκευαστικών μελετών για το σχεδιασμό και την υλοποίηση του πολυεθνικού διαστημικού συστήματος για τη συλλογή στρατιωτικών πληροφοριών από το ηλεκτρομαγνητικό φάσμα SIGINT (το Σύστημα CERES) για θέση σε επιχειρησιακή λειτουργία το 2016.

Σκοπός των μελετών αυτών είναι να καθορίσουν τις επιχειρησιακές ανάγκες, να διερευνήσουν πιθανές αρχιτεκτονικές, λαμβάνοντας υπόψη τις δυνατότητες της Έννοιας Πολλαπλών Δορυφόρων και να προετοιμάσουν το πλαίσιο συνεργασίας για τις φάσεις σχεδιασμού και υλοποίησης.

2.2 Οι μελέτες που θα εκτελεστούν αφορούν:

- τις επιχειρησιακές ανάγκες,
- τις αρχιτεκτονικές για το Σύστημα CERES,
- το πλαίσιο συνεργασίας για τις φάσεις σχεδιασμού και υλοποίησης.

2.3 Οι μελέτες αυτές θα παράσχουν:

- τον ορισμό ενός κοινού στόχου επιχειρησιακών αναγκών (εκπομπές που πρέπει να ληφθούν υπόψη, δυνατότητες μέτρησης και σενάρια χρήσης),
- τον ορισμό και τη διερεύνηση μιας σειράς πιθανών λύσεων αρχιτεκτονικής του συστήματος (διαστημικό τμήμα, επίγειο τμήμα, κύριες επιδόσεις του συστήματος και τροχιά) για την αντιμετώπιση του κοινού στόχου επιχειρησιακών αναγκών,
- τις παραμέτρους που πρέπει να ληφθούν υπόψη για τις συναφείς αρχές κατανομής πόρων,
- τα τεχνικά θέματα, μια εκτίμηση του κόστους και χρονοδιάγραμματος για τις φάσεις σχεδιασμού και υλοποίησης,
- έναν ορισμό των διεπαφών, συμπεριλαμβανομένων και των κοινών μορφών και πρότυπων,
- ένα πλαίσιο βιομηχανικής συνεργασίας μεταξύ όλων των Συμμετεχόντων Μελών,
- τον ορισμό των προκαταρκτικών επιχειρησιακών απαιτήσεων, όσον αφορά τις επιδόσεις των λειτουργιών και των αποστολών, λαμβάνοντας υπόψη το αποτέλεσμα της αρχιτεκτονικής μελέτης,
- ένα σχέδιο συμφωνίας συνεργασίας για τις φάσεις σχεδιασμού και υλοποίησης.

2.4 Τα αποτελέσματα αυτά θα επιτρέψουν:

- να καθοριστούν οι κοινές επιχειρησιακές ανάγκες για τον ορισμό του συστήματος CERES,
- να ληφθούν αποφάσεις σχετικά με τα κύρια χαρακτηριστικά των διαφόρων τμημάτων που θα αναπτυχθούν και, συνεπώς, να

καθοριστούν οι κατευθυντήριες γραμμές για τις εργασίες προετοιμασίας και σχεδιασμού που σχετίζονται με καθένα από αυτά,

- να διατεθούν τα απαιτούμενα στοιχεία στη βιομηχανία, ώστε να καταστεί δυνατή η μελλοντική υλοποίηση ενός επίγειου τμήματος χρηστών.

ΑΡΘΡΟ 3

ΔΙΑΧΕΙΡΙΣΗ

3.1 Ο φορέας διαχείρισης θα αποτελείται από:

- μια Ομάδα Διαχείρισης της Τεχνικής Διευθέτησης (εφεξής η «Ομάδα Διαχείρισης της Τεχνικής Διευθέτησης: ΟΔΤΔ),
- μια Τεχνική Ομάδα Εργασίας (ΤΟΕ),
- μια Επιχειρησιακή Ομάδα Εργασίας (ΕΟΕ),
- μια Συμβαλλόμενη Διοικητική Αρχή (ΣΔΑ).

3.2 Η συνεργασία απευθύνεται και διαχειρίζεται για λογαριασμό των Συνεισφερόντων Μελών από την ΟΔΤΔ, η οποία ασκεί τη συνολική ευθύνη υλοποίησης της παρούσας Τεχνικής Διευθέτησης.

Κάθε Συνεισφέρον Μέλος διορίζει έναν αντιπρόσωπο με δικαίωμα ψήφου για την ΟΔΤΔ. Κάθε απόφαση λαμβάνεται ομόφωνα. Πρόσθετοι αντιπρόσωποι μπορεί να σχετίζονται με τις δραστηριότητες αυτές ως σύμβουλοι, ανάλογα με την ημερήσια διάταξη. Εμπειρογνώμονες μπορεί να κληθούν ως σύμβουλοι.

Οι συνεδριάσεις της ΟΔΤΔ πραγματοποιούνται σε τακτική βάση, προκειμένου να διεξαχθέν οι συζητήσεις που απαιτούνται για τα διάφορα θέματα.

Η ΟΔΤΔ έχει τη συνολική ευθύνη για τη συνεργασία, συμπεριλαμβανομένων και των εξής θεμάτων:

- ανάλυση των πιθανών τεχνικών επιλογών για το Σύστημα CERES, λαμβάνοντας υπόψη τους κινδύνους και τις εκτιμήσεις για τις δαπάνες, προκειμένου να καθοριστούν οι κατευθύνσεις για τα

επόμενα στάδια συνεργασίας,

- προετοιμασία τυχόν τροποποιήσεων της παρούσας Τεχνικής Διευθέτησης και των ρυθμίσεων που αφορούν στις επόμενες φάσεις,
- εποπτεία των πτυχών ασφάλειας της συνεργασίας,
- έγκριση κάθε σύμβασης και κάθε τροποποίησης της, συμπεριλαμβανομένων του μεριδίου εργασίας της και της κατανομής του αντίστοιχου τμήματος των οικονομικών πόρων που απαιτούνται για την κάλυψη των εν λόγω συμβάσεων, πριν την υπογραφή τους,
- σύσταση και ανάθεση έργου στην ΕΟΕ και την ΤΟΕ, οι οποίες αποτελούνται από αντιπροσώπους κάθε Συνεισφέροντος Μέλους και οποιωνδήποτε εμπειρογνωμόνων που εγκρίνονται από την ΟΔΤΔ,
- σύσταση κάθε πρόσθετης ομάδας εργασίας για την επίλυση συγκεκριμένων προβλημάτων. Κάθε ομάδα εργασίας θα διαλύεται μόλις έχουν ολοκληρωθεί τα καθήκοντα τής,
- θέσπιση και έγκριση των Όρων Αναφοράς για κάθε ομάδα εργασίας.

3.3 Η ΤΟΕ θα είναι υπεύθυνη για τις τεχνικές πτυχές των συμβάσεων, θα εξετάζει οποιοδήποτε τεχνικό θέμα, συμπεριλαμβανομένων και των τεχνικών προδιαγραφών που θα μπορούσαν να τεθούν και θα αξιολογεί τα αποτελέσματα. Η ΤΟΕ θα υποβάλει εκθέσεις, σε τακτική βάση, στην ΟΔΤΔ.

3.4 Η ΕΟΕ θα είναι υπεύθυνη για τον καθορισμό των προκαταρκτικών επιχειρησιακών απαιτήσεων και θα παρακολουθεί οποιοδήποτε επιχειρησιακό ζήτημα τεθεί κατά τη διάρκεια των μελετών και θα παρέχει όλα τα απαιτούμενα επιχειρησιακά στοιχεία για τις μελέτες. Η ομάδα αυτή θα αξιολογεί επίσης, από τη σκοπιά των χρηστών, τα αποτελέσματα των μελετών και θα ενημερώνει ανάλογα τις επιχειρησιακές ανάγκες. Η ΕΟΕ θα υποβάλει εκθέσεις, σε τακτική βάση, στην ΟΔΤΔ.

3.5 Η δραστηριότητα της ΣΔΑ θα εκτελείται από το γαλλικό Συνεισφέρον Μέλος. Η ΣΔΑ θα εφαρμόζει τις αποφάσεις που λαμβάνονται από την ΟΔΤΔ. Κάθε Συμβαλλόμενο Μέλος θα διορίζει ένα εθνικό αρμόδιο για

επικοινωνία στον οργανισμό του, ο οποίος θα είναι υπεύθυνος για τη διαχείριση των αντίστοιχων εθνικών αρμοδιοτήτων και εθνικός αρμόδιος για επικοινωνία για τη ΣΔΑ.

ΑΡΘΡΟ 4

ΚΥΡΙΟΙ ΣΥΜΜΕΤΕΧΟΝΤΕΣ ΕΠΙΣΗΜΟΙ ΟΡΓΑΝΙΣΜΟΙ

Για το γαλλικό Συνεισφέρον Μέλος	Direction générale de l'armement (DGA), Etat major des armées (EMA), Direction du renseignement militaire (DRM), Direction générale de la sécurité extérieure (DGSE)
Για την ελληνικό Συνεισφέρον Μέλος	Γενική Διεύθυνση Πολιτικής Εθνικής Άμυνας και Διεθνών Σχέσεων (ΓΔΠΕΑΔΣ), Ελληνικό Γενικό Επιτελείο Εθνικής Άμυνας (ΓΕΕΘΑ)
Για το σουηδικό Συνεισφέρον Μέλος	FMV, Forsvarets Radio Anstalt (FRA), Forsvarets Forsknings Institut (FOI), Σουηδικές Ένοπλες Δυνάμεις

ΑΡΘΡΟ 5

ΣΥΜΒΑΤΙΚΕΣ ΔΙΑΤΑΞΕΙΣ

5.1 Η ΣΔΑ, θα κατακυρώνει και θα διαχειρίζεται συμβάσεις, μόλις εγκριθούν από την ΟΔΤΔ, στο όνομα και για λογαριασμό των Συνεισφερόντων Μελών (Παράγραφος 5.4 της ERG αριθ. 1). Ειδικότερα, η ΣΔΑ θα διασφαλίζει την αποτελεσματική και διαφανή διαχείριση των ακόλουθων συμβατικών διαδικασιών:

- πρόσκληση υποβολής προσφορών (ΠΥΠ),
- αίτημα για υποβολή προτάσεων (ΑΥΠ),
- καλύτερη και τελική προσφορά (ΚΚΤΠ),
- κατακύρωση σύμβασης και υπογραφή (ΚΣΥ),
- διαχείριση της σύμβασης.

σύμφωνα με τις διατάξεις της παρούσας Τεχνικής Διευθέτησης.

5.2 Τα Συνεισφέροντα Μέλη έχουν την κοινή αντίληψη επίτευξης μιας ισορροπημένης γεωεπιστροφής για το συνολικό Πρόγραμμα CERES και όχι αυστηρά φάση προς φάση, σύμφωνα με την οποία θα παρέχεται μια δίκαιη ευκαιρία στις εθνικές βιομηχανίες των Συνεισφερόντων Μελών, σε κάθε περίπτωση υποβολής προσφορών.

ΑΡΘΡΟ 6

ΟΙΚΟΝΟΜΙΚΕΣ ΔΙΑΤΑΞΕΙΣ

6.1 Μέγιστες οικονομικές δεσμεύσεις των Συνεισφερόντων Μελών.

Οι συνεισφορές των Συμμετεχόντων Μελών, εξαιρούμενων των φόρων, δασμών και λοιπών παρόμοιων δαπανών, δεν θα υπερβαίνουν τα ακόλουθα ποσά, χωρίς αυτά να υπόκεινται σε περαιτέρω κλιμάκωση:

	Σύνολο (€)
Γαλλικό Συνεισφέρον Μέλος	1.600.000
Ελληνικό Συνεισφέρον Μέλος	200.000
Σουηδικό Συνεισφέρον Μέλος	300.000

6.2 ΔΙΑΔΙΚΑΣΙΕΣ ΧΡΗΜΑΤΟΔΟΤΗΣΗΣ

6.2.1 Κάθε Συνεισφέρον Μέλος θα είναι υπεύθυνο για τη χρηματοδότηση του συμφωνηθέντος μεριδίου του. Εάν ένα Συνεισφέρον Μέλος αμελήσει να διαθέσει τα αναγκαία ποσά, όπως θα του ζητηθεί από τη ΣΔΑ, τότε θα επιβαρυνθεί με τις πρόσθετες δαπάνες που απορρέουν άμεσα από την αμέλεια αυτή, όπως θα του κοινοποιηθούν από τη ΣΔΑ.

6.2.2 Η ΣΔΑ θα μεριμνήσει για το άνοιγμα και θα διαχειρίζεται ένα χωριστό τοκοφόρο τραπεζικό λογαριασμό για κάθε Συνεισφέρον Μέλος. Η ΣΔΑ θα λαμβάνει υπόψη το πραγματικό διαθέσιμο ποσό στον τραπεζικό λογαριασμό, όταν θα υπολογίζει το ποσό των κεφαλαίων που θα ζητηθούν προκειμένου να ικανοποιηθεί το χρονοδιάγραμμα πληρωμών.

6.2.3 Οι λεπτομερείς διατάξεις σχετικά με την πρόσκληση για καταβολή κεφαλαίων, τη μεταφορά κεφαλαίων και τον τρόπο λειτουργίας των

τραπεζικών λογαριασμών καθορίζονται στο παράρτημα 1 και στα Τραπεζικά Πρωτόκολλα που υπεγράφησαν από τη ΣΔΑ, το ενδιαφερόμενο Συνεισφέρον Μέλος και την τράπεζα όπου τηρείται ο λογαριασμός.

ΑΡΘΡΟ 7

ΠΑΡΟΧΗ ΚΑΙ ΧΡΗΣΗ ΤΩΝ ΠΛΗΡΟΦΟΡΙΩΝ

Το Κεφάλαιο VIII του ERG αριθ. 1 (παροχή και χρήση πληροφοριών) θα εφαρμόζεται, σημειώνοντας ότι το παρόν Έργο χρηματοδοτείται εξ ολοκλήρου από τα Συνεισφέροντα Μέλη.

Τα Συνεισφέροντα Μέλη μπορούν να χρησιμοποιούν τις Νέες Πληροφορίες ή να τα χρησιμοποιούν για τους Κυβερνητικούς Σκοπούς τους.

Καμία Νέα Πληροφορία δεν θα παρέχεται σε Τρίτους, χωρίς την προηγούμενη γραπτή άδεια όλων των Συνεισφερόντων Μελών.

ΑΡΘΡΟ 8

ΑΣΦΑΛΕΙΑ

8.1 Διαβαθμισμένες πληροφορίες θα ανταλλάσσονται σύμφωνα με τις διατάξεις:

- της Γενική Συμφωνίας Ασφάλειας μεταξύ της Κυβέρνησης της Γαλλικής Δημοκρατίας και της Κυβέρνησης του Βασιλείου της Σουηδίας σχετικά με την ανταλλαγή και την αμοιβαία προστασία διαβαθμισμένων πληροφοριών, η οποία υπεγράφη στις 16 Μαρτίου 2006 και τέθηκε σε ισχύ στις 16 Μαρτίου 2007, για τις ανταλλαγές μεταξύ του γαλλικού και του σουηδικού Συνεισφερόντων Μελών,
- της Γενικής Συμφωνίας μεταξύ της Κυβέρνησης της Γαλλικής Δημοκρατίας και της Κυβέρνησης της Ελληνικής Δημοκρατίας και του Πρωτοκόλλου Υλοποίησής της, που υπεγράφη στις 8 Μαρτίου 1977, για τις ανταλλαγές μεταξύ του γαλλικού και του ελληνικού Συνεισφερόντων Μελών.

8.2 Καμία διαβαθμισμένη πληροφορία δεν θα ανταλλάσσεται απευθείας

μεταξύ του ελληνικού και του σουηδικού Συνεισφερόντων Μελών. Σε περίπτωση που προκύψει μια τέτοια περίπτωση, θα ισχύουν τα παρακάτω:

- τη διαβίβαση πραγματοποιείται μέσω του γαλλικού Συνεισφέροντας Μέλους,
- η σήμανση των εν λόγω διαβαθμισμένων πληροφοριών θα περιλαμβάνει την άδεια του αποστολέα να τις γνωστοποιήσει στο αρμόδιο τελικό παραλήπτη,
- σε περίπτωση απώλειας ή παραβίασης της ασφάλειας των εν λόγω διαβαθμισμένων πληροφοριών που προκύπτουν μετά τη λήψη των πληροφοριών από το γαλλικό Συνεισφέρον Μέλος, οι διατάξεις της συναφούς προαναφερθείσας Συμφωνίας Ασφαλείας θα εφαρμόζονται υπό την ευθύνη του γαλλικού Συνεισφέροντος Μέλους, το οποίο θα υποβάλλει έκθεση προς τον αποστολέα.

8.3 Τα αρχικά επίπεδα διαβάθμισης παρατίθενται στο Παράρτημα 2. Αυτά τα επίπεδα διαβάθμισης μπορούν να τροποποιηθούν από την ΟΔΤΔ, χωρίς να ζητήσει τροποποίηση της παρούσας Τεχνικής Διευθέτησης.

8.4 Τα Συνεισφέροντα Μέλη θα συμφωνήσουν, εντός 2 μηνών από την υπογραφή της παρούσας Τεχνικής Διευθέτησης, σε ένα Πρόγραμμα Οδηγιών Ασφαλείας (ΠΟΑ), συμπεριλαμβανομένου και του Οδηγού Διαβάθμισης Ασφαλείας που είναι συμβατός με το Παράρτημα 2 και τις μεταγενέστερες ενημερώσεις, όπως θα συμφωνηθούν από την ΟΔΤΔ.

8.5 Το Κεφάλαιο VI "ασφάλεια και επισκέψεις» του ERG αριθ. 1 θα εφαρμόζεται στην παρούσα Τεχνική Διευθέτηση.

ΑΡΘΡΟ 9

ΓΕΝΙΚΕΣ ΔΙΑΤΑΞΕΙΣ

9.1 Η παρούσα Τεχνική Διευθέτηση υπογράφεται σύμφωνα με τις διατάξεις της Διευθέτησης ERG αριθ. 1. Οι γενικές διατάξεις της Διευθέτησης ERG-1 θα εφαρμόζονται στην παρούσα Τεχνική Διευθέτηση. Σε περίπτωση αντίθεσης μεταξύ της παρούσας Τεχνικής Διευθέτησης και της Διευθέτησης

ERG αριθ. 1, θα υπερισχύει η Διευθέτηση ERG αριθ. 1.

9.2 Η εκπλήρωση των διατάξεων της παρούσας Τεχνικής Διευθέτησης διέπεται από τους εθνικούς νόμους και κανονισμούς των Συνεισφερόντων Μελών.

9.3 Εάν ένα Συνεισφέρον Μέλος αδυνατεί να εκπληρώσει τις διατάξεις της παρούσας Τεχνικής Διευθέτησης, θα ενημερώνει άμεσα τα άλλα Συνεισφέροντα Μέλη. Τα Συνεισφέροντα Μέλη θα διαβουλεύονται αμέσως, με σκοπό να συνεχίσουν σε τροποποιημένη ή μειωμένη βάση. Αυτό απαιτεί τροποποίηση της παρούσας Τεχνικής Διευθέτησης, σύμφωνα με τις διατάξεις της παραγράφου 11.3 στη συνέχεια. Εάν δεν μπορεί να υπάρξει συμφωνία σχετικά με μια τροποποιημένη βάση, τότε το εν λόγω Συνεισφέρον Μέλος θα αποχωρεί από την παρούσα Τεχνική Διευθέτηση, σύμφωνα με τις διατάξεις του άρθρου 10 της παρούσας Τεχνικής Διευθέτησης.

9.4 Η ένταξη νέων Συνεισφερόντων Μελών θα αποφασίζεται ομόφωνα, κατά περίπτωση, και θα υπόκειται σε τροποποίηση της παρούσας Τεχνικής Διευθέτησης.

ΑΡΘΡΟ 10

ΑΠΟΧΩΡΗΣΗ, ΚΑΤΑΓΓΕΛΙΑ ΚΑΙ ΛΗΞΗ

Σε περίπτωση αποχώρησης, καταγγελίας ή λήξης της παρούσας Τεχνικής Διευθέτησης, θα εφαρμόζονται οι διατάξεις του άρθρου 14.6 της ERG-1.

ΑΡΘΡΟ 11

ΕΝΑΡΞΗ ΙΣΧΥΟΣ, ΔΙΑΡΚΕΙΑ, ΤΡΟΠΟΠΟΙΗΣΕΙΣ, ΥΠΟΓΡΑΦΗ

11.1 Η παρούσα Τεχνική Διευθέτηση, αποτελούμενη από 11 άρθρα και δύο παραρτήματα, θα τεθεί σε ισχύ μεταξύ του γαλλικού και του σουηδικού Συνεισφερόντων Μελών κατά την ημερομηνία της τελευταίας από τις 3 υπογραφές, και, για το ελληνικό Συνεισφέρον Μέλος, μετά την αναγγελία από το εν λόγω Συνεισφέρον Μέλος για την ολοκλήρωση των σχετικών

εθνικών εσωτερικών διαδικασιών του. Η παρούσα Τεχνική Διευθέτηση θα εξακολουθήσει να ισχύει για μια περίοδο τριών ετών από την ημερομηνία της τελευταίας από τις 3 υπογραφές.

11.2 Σύμφωνα με το άρθρο 5 της Δήλωσης περί Εμπιστευτικότητας όσον αφορά στην ανταλλαγή διαβαθμισμένων πληροφοριών που σχετίζονται με το έργο με τον τίτλο "CERES", το οποίο υπεγράφη στις 2 Ιουλίου 2009 από τα γαλλικό και ελληνικό Συνεισφέροντα Μέλη, αυτή η Δήλωση Εμπιστευτικότητας θα τερματιστεί κατά την ημερομηνία έναρξης ισχύος της παρούσας Τεχνικής Διευθέτησης, μεταξύ αυτών των Συνεισφερόντων Μελών.

11.3 Η παρούσα Τεχνική Διευθέτηση μπορεί να τροποποιηθεί ανά πάσα στιγμή, εγγράφως, από τα Συνεισφέροντα Μέλη. Η έναρξη ισχύος των εν λόγω τροποποιήσεων θα διέπεται από τις διατάξεις της παραγράφου 11.1 πιο πάνω.

11.4 Η παρούσα Τεχνική Διευθέτηση υπογράφεται σε τρία πρωτότυπα, καθένα στη γαλλική και την αγγλική γλώσσα, και όλα τα κείμενα είναι εξίσου έγκυρα.

Για τον Υπουργό Άμυνας της Γαλλικής Δημοκρατίας

Ημερομηνία

Τόπος

Για το Υπουργείο Εθνικής Άμυνας της Ελληνικής Δημοκρατίας

Ημερομηνία

Τόπος

Για την Försvarets Materielverk (FMV), με εξουσιοδότηση της Κυβέρνησης του Βασιλείου της Σουηδίας

Ημερομηνία

Τόπος

ΠΑΡΑΡΤΗΜΑ 1

ΟΙΚΟΝΟΜΙΚΕΣ ΠΤΥΧΕΣ

Η οικονομική διαχείριση πραγματοποιείται σύμφωνα με τους ισχύοντες κανόνες της ΣΔΑ.

1 - Οικονομικό χρονοδιάγραμμα

Το προσωρινό σχέδιο πληρωμών, εκπεφρασμένο σε εκατομμύρια ευρώ (MEUR χωρίς φόρους), τα μεγέθη του οποίου δεν υπόκεινται σε περαιτέρω κλιμάκωση, είναι το εξής:

	2010	%
Γαλλικό Συνεισφέρον Μέλος	1.600.000	76,19
Ελληνικό Συνεισφέρον Μέλος	200.000	9,52
Σουηδικό Συνεισφέρον Μέλος	300.000	14,29

2 - Οικονομική διαδικασία

Η λεπτομερής διαδικασία θα καθοριστεί σε ένα Τραπεζικό Πρωτόκολλο το οποίο θα υπογραφεί από κάθε Συνεισφέρον Μέλος με τη ΣΔΑ και το Ταμείο Παρακαταθηκών και Δανείων (ΤΠΔ).

Τα κεφάλαια θα ζητούνται σε ευρώ από τη ΣΔΑ, εντός των προαναφερθέντων ανώτατων ορίων. Τα ποσά που ζητούνται θα καθίστανται διαθέσιμα από τα Συνεισφέροντα Μέλη στο λογαριασμό τους που τηρείται στο ΤΠΔ, εντός 90 ημερών από τη λήψη της σχετικής πρόσκλησης.

Η ΣΔΑ θα εκδίδει συμβατικά τιμολόγια για πληρωμή μόνο μετά από γραπτή έγκριση από το οικείο Συνεισφέρον Μέλος. Τα Συνεισφέροντα Μέλη θα

εγκρίνουν την πληρωμή των τιμολογίων σύμφωνα με τη διαδικασία που περιγράφεται στο αντίστοιχο Τραπεζικό Πρωτόκολλο.

Η ΣΔΑ θα παρέχει μια κατάσταση κίνησης λογαριασμού κάθε τρεις μήνες, συνοψίζοντας τις πληρωμές που διενεργούνται για κάθε Συνεισφέρον Μέλος. Μια τελική κατάσταση, με βάση την κατάσταση κίνησης του τραπεζικού λογαριασμού, θα παρέχεται από τη ΣΔΑ, όταν ολοκληρωθούν όλες οι σχετικές δραστηριότητες.

Το υπόλοιπο του λογαριασμού θα διατίθεται, στη συνέχεια, σύμφωνα με τις οδηγίες που θα δίνονται από κάθε Συνεισφέρον Μέλος.

3 - Εκθέσεις

Η ΣΔΑ θα ενημερώνει τα Συνεισφέροντα Μέλη σχετικά με την οικονομική κατάσταση, μέσω της ΟΔΤΔ.

ΠΑΡΑΡΤΗΜΑ 2

ΕΠΙΠΕΔΟ ΔΙΑΒΑΘΜΙΣΗΣ Ή ΠΡΟΣΤΑΣΙΑΣ

1. Τα Συμβαλλόμενα Μέρη θα διαχειρίζονται τις πληροφορίες που σχετίζονται με το έργο CERES σύμφωνα με το ακόλουθο επίπεδο διαβάθμισης ή προστασίας:

	ΠΕΔΙΟ		Επίπεδο Διαβάθμισης
1	Σύστημα		
1.1	Στόχος		Περιορισμένης Χρήσης
1.2	Τελευταίας τεχνολογίας		Εμπιστευτικό
1.3	Έννοια, λειτουργία		Περιορισμένης Χρήσης
1.4	Επιδόσεις - θεωρητική - στη μελέτη - στη δοκιμή - επιχειρησιακή		 Εμπιστευτικό Εμπιστευτικό Εμπιστευτικό Εμπιστευτικό
2	Διαστημικό τμήμα		
2.1	Διαστημικό λογισμικό: - δίαυλοι και ηλεκτρονικός εξοπλισμός - Ωφέλιμο φορτίο	εξοπλισμός για το ωφέλιμο φορτίο	 Αδιαβάθμητο Εμπιστευτικό
2.2	Δίαυλος (πλατφόρμα)		Αδιαβάθμητο
2.3	Ωφέλιμο φορτίο:		
2.3.1	Επιδόσεις - θεωρητική - στη μελέτη - στη δοκιμή - επιχειρησιακή		 Εμπιστευτικό Εμπιστευτικό Εμπιστευτικό Εμπιστευτικό

2.3.2	Τεχνικά χαρακτηριστικά (στιγμιαίο εύρος ζώνης, εύρος ζώνης συχνοτήτων, ευαισθησία, ταχύτητα σάρωσης συχνοτήτων, κ.λπ.)	Εμπιστευτικό
2.3.3	Ένα άλλο χαρακτηριστικό που δεν επιτρέπει την πρόσβαση σε επιχειρησιακές επιδόσεις	Περιορισμένης Χρήσης
3	Επίγειο τμήμα ελέγχου	
3.1	Δεδομένα ελέγχου (τηλεμετρία ελέγχου πλατφόρμας)	Αδιαβάθμητο
3.2	Δεδομένα διοίκησης (τηλεμετρία διοίκησης)	Εμπιστευτικό
4	ΕΠΙΓΕΙΟ ΤΜΗΜΑ ΧΡΗΣΤΩΝ	
4.1	Προσδιορισμός των στόχων ή των τομέων ενδιαφέροντος και των τεχνικών στοιχείων	Εμπιστευτικό
4.2	Δεδομένα αποστολών (συχνότητες, γεωγραφική περιοχή, κλπ.)	Εμπιστευτικό
4.3	Δεδομένα σειράς	Εμπιστευτικό
4.4	Τελικό προϊόν (δηλ. δεδομένα για το χρήστη)	Εμπιστευτικό
4.5	Επεξεργασία στοιχείων εντός της περιμέτρου του CERES	Εμπιστευτικό

2. Πίνακας ισοδύναμων διαβαθμίσεων ασφαλείας ή προστασίας

ΓΑΛΛΙΑ	CONFIDENTIEL DEFENSE	DIFFUSION RESTREINTE (*)
ΣΟΥΗΔΙΑ	HEMLING / ΕΜΠΙΣΤΕΥΤΙΚΟ	HEM LING / ΠΕΡΙΟΡΙΣΜΕΝΗΣ ΧΡΗΣΗΣ
ΕΛΛΑΔΑ	ΕΜΠΙΣΤΕΥΤΙΚΟ	ΠΕΡΙΟΡΙΣΜΕΝΗΣ ΧΡΗΣΗΣ

(*) Γαλλική σήμανση εθνικού επίπεδου προστασίας

Άρθρο δεύτερο

Η ισχύς του παρόντος νόμου αρχίζει από τη δημοσίευσή του στην Εφημερίδα της Κυβερνήσεως και της Τεχνικής Διευθέτησης που κυρώνεται, προσωρινά από της υπογραφής και οριστικά από την πλήρωση των προϋποθέσεων του άρθρου 11.1 αυτής.

Παραγγέλλομε τη δημοσίευση του παρόντος στην Εφημερίδα της Κυβερνήσεως και την εκτέλεσή του ως νόμου του Κράτους.

Αθήνα, 2 Σεπτεμβρίου 2011

Ο ΠΡΟΕΔΡΟΣ ΤΗΣ ΔΗΜΟΚΡΑΤΙΑΣ

ΚΑΡΟΛΟΣ ΓΡ. ΠΑΠΟΥΛΙΑΣ

ΟΙ ΥΠΟΥΡΓΟΙ

ΟΙΚΟΝΟΜΙΚΩΝ
ΕΥΑΓΓΕΛΟΣ ΒΕΝΙΖΕΛΟΣ

ΕΞΩΤΕΡΙΚΩΝ
ΣΤΑΥΡΟΣ ΛΑΜΠΡΙΝΙΔΗΣ

ΕΘΝΙΚΗΣ ΑΜΥΝΑΣ
ΠΑΝΑΓΙΩΤΗΣ ΜΠΕΓΛΙΤΗΣ

ΔΙΚΑΙΟΣΥΝΗΣ, ΔΙΑΦΑΝΕΙΑΣ
ΚΑΙ ΑΝΘΡΩΠΙΝΩΝ ΔΙΚΑΙΩΜΑΤΩΝ
ΜΙΛΤΙΑΔΗΣ ΠΑΠΑΪΩΑΝΝΟΥ

Θεωρήθηκε και τέθηκε η Μεγάλη Σφραγίδα του Κράτους.

Αθήνα, 5 Σεπτεμβρίου 2011

Ο ΕΠΙ ΤΗΣ ΔΙΚΑΙΟΣΥΝΗΣ ΥΠΟΥΡΓΟΣ

ΜΙΛΤΙΑΔΗΣ ΠΑΠΑΪΩΑΝΝΟΥ

ΕΘΝΙΚΟ ΤΥΠΟΓΡΑΦΕΙΟ

ΕΦΗΜΕΡΙΣ ΤΗΣ ΚΥΒΕΡΝΗΣΕΩΣ

ΤΙΜΗ ΠΩΛΗΣΗΣ ΦΥΛΛΩΝ ΤΗΣ ΕΦΗΜΕΡΙΔΑΣ ΤΗΣ ΚΥΒΕΡΝΗΣΕΩΣ

Σε έντυπη μορφή:

- Για τα Φ.Ε.Κ. από 1 έως 16 σελίδες σε 1 € προσαυξανόμενη κατά 0,20 € για κάθε επιπλέον οκτασέλιδο ή μέρος αυτού.
- Για τα φωτοαντίγραφα Φ.Ε.Κ. σε 0,15 € ανά σελίδα.

Σε μορφή DVD/CD:

Τεύχος	Ετήσια έκδοση	Τριμηνιαία έκδοση	Μηνιαία έκδοση
Α΄	150 €	40 €	15 €
Β΄	300 €	80 €	30 €
Γ΄	50 €	-	-
Υ.Ο.Δ.Δ.	50 €	-	-
Δ΄	110 €	30 €	-

Τεύχος	Ετήσια έκδοση	Τριμηνιαία έκδοση	Μηνιαία έκδοση
Α.Α.Π.	110 €	30 €	-
Ε.Β.Ι.	100 €	-	-
Α.Ε.Δ.	5 €	-	-
Δ.Δ.Σ.	200 €	-	20 €
Α.Ε.-Ε.Π.Ε.	-	-	100 €

- Η τιμή πώλησης μεμονωμένων Φ.Ε.Κ. σε μορφή cd-rom από εκείνα που διατίθενται σε ψηφιακή μορφή και μέχρι 100 σελίδες, σε 5 € προσαυξανόμενη κατά 1 € ανά 50 σελίδες.

ΕΤΗΣΙΕΣ ΣΥΝΔΡΟΜΕΣ Φ.Ε.Κ.

Τεύχος	Έντυπη μορφή
Α΄	225 €
Β΄	320 €
Γ΄	65 €
Υ.Ο.Δ.Δ.	65 €

Τεύχος	Έντυπη μορφή
Δ΄	160 €
Α.Α.Π.	160 €
Ε.Β.Ι.	65 €
Α.Ε.Δ.	10 €

Τεύχος	Έντυπη μορφή
Α.Ε.-Ε.Π.Ε.	2.250 €
Δ.Δ.Σ.	225 €
Α.Σ.Ε.Π.	70 €
Ο.Π.Κ.	-

- Το τεύχος Α.Σ.Ε.Π. (έντυπη μορφή) θα αποστέλλεται σε συνδρομητές ταχυδρομικά, με την επιβάρυνση των 70 €, ποσό το οποίο αφορά τα ταχυδρομικά έξοδα.

- Η καταβολή γίνεται σε όλες τις Δημόσιες Οικονομικές Υπηρεσίες (Δ.Ο.Υ.). Το πρωτότυπο διπλότυπο (έγγραφο αριθμ. πρωτ. 9067/28.2.2005 2η Υπηρεσία Επιτρόπου Ελεγκτικού Συνεδρίου) με φροντίδα των ενδιαφερομένων, πρέπει να αποστέλλεται ή να κατατίθεται στο Εθνικό Τυπογραφείο (Καποδιστρίου 34, Τ.Κ. 104 32 Αθήνα).
- Σημειώνεται ότι φωτοαντίγραφα διπλοτύπων, ταχυδρομικές Επιταγές για την εξόφληση της συνδρομής, δεν γίνονται δεκτά και θα επιστρέφονται.
- Οι οργανισμοί τοπικής αυτοδιοίκησης, τα νομικά πρόσωπα δημοσίου δικαίου, τα μέλη της Ένωσης Ιδιοκτητών Ημερησίου Τύπου Αθηνών και Επαρχίας, οι τηλεοπτικοί και ραδιοφωνικοί σταθμοί, η Ε.Σ.Η.Ε.Α, τα τριτοβάθμια συνδικαλιστικά όργανα και οι τριτοβάθμιες επαγγελματικές ενώσεις δικαιούνται έκπτωσης πενήντα τοις εκατό (50%) επί της ετήσιας συνδρομής.
- Το ποσό υπέρ ΤΑ.Π.Ε.Τ. (5% επί του ποσού συνδρομής), καταβάλλεται ολόκληρο (Κ.Α.Ε. 3512) και υπολογίζεται πριν την έκπτωση.
- Στην Ταχυδρομική συνδρομή του τεύχους Α.Σ.Ε.Π. δεν γίνεται έκπτωση.

Πληροφορίες για δημοσιεύματα που καταχωρίζονται στα Φ.Ε.Κ. στο τηλ.: 210 5279000.
Φωτοαντίγραφα παλαιών Φ.Ε.Κ.: Μάρνη 8, τηλ.: 210 8220885, 210 8222924, 210 5279050.

Τα φύλλα όλων των τευχών της Εφημερίδας της Κυβερνήσεως διατίθενται δωρεάν σε ηλεκτρονική μορφή από την ιστοσελίδα του Εθνικού Τυπογραφείου (www.et.gr)

Ηλεκτρονική Διεύθυνση: http://www.et.gr - e-mail: webmaster.et@et.gr

ΟΙ ΥΠΗΡΕΣΙΕΣ ΕΞΥΠΗΡΕΤΗΣΗΣ ΠΟΛΙΤΩΝ ΛΕΙΤΟΥΡΓΟΥΝ ΚΑΘΗΜΕΡΙΝΑ ΑΠΟ 08:00 ΜΕΧΡΙ 13:30

01001910609110060

ΑΠΟ ΤΟ ΕΘΝΙΚΟ ΤΥΠΟΓΡΑΦΕΙΟ

ΚΑΠΟΔΙΣΤΡΙΟΥ 34 * ΑΘΗΝΑ 104 32 * ΤΗΛ. 210 52 79 000 * FAX 210 52 21 004